



9° CONGRÈS AMIENS. 1974



Tribune Socialiste n° 636 du 29 novembre 1974. Pages 8 et 9

rapport d'activité de la direction Politique provisoire

Assurer la continuité du PSU, telle était la tâche essentielle que devait remplir la Direction Politique Provisoire <élue> au Conseil National d'Orléans (5-6 octobre 1974). En effet, il y a trois mois, le parti a décidé de mettre fin à son dérapage par rapport à la ligne définie au Congrès de Toulouse (Décembre 1972), et au Conseil de Paris (Novembre 73). Ce dérapage a commencé quand la direction, dont l'activité avait été approuvée il y a un an au Conseil de Paris, a remis en cause les orientations votées en engageant le processus d'intégration du PSU dans le Parti Socialiste. Dans sa grande majorité, le parti a condamné cette déviation et a donné mandat à la Direction Provisoire de remettre le PSU dans la voie qu'il avait tracée auparavant. Dans ce rapport, la DPP rend compte de la manière dont elle a rempli ce mandat.

L'objectif du rapport d'activité est de mettre en évidence les problèmes de la vie du parti. Il doit donc avoir une fonction de clarification. En conséquence il ne saurait noyer, sous la description de l'activité quotidienne, les problèmes essentiels du parti. C'est dans cet esprit que la DPP a décidé de le dépouiller des activités des secteurs et services, ainsi que des problèmes spécifiques (finances, TS, organisation). A cet effet, une série de fiches publiées dans PSU - Information présentent le bilan et dégagent les perspectives de travail des différents secteurs nationaux.

Le rapport répond à une double question : quel parti la DPP a-t-elle trouvé et, compte tenu de cette situation, quelles tâches a-t-elle assumées ? En y répondant sans complaisance, la DPP espère éclairer les militants et permettre une progression du parti.

I - Quel parti la DPP a-t-elle trouvé ?

La crise ouverte dans le parti au lendemain des élections présidentielles a souligné, en les accentuant, les faiblesses politiques et organisationnelles du PSU, dont la responsabilité n'incombe pas seulement à la DPP et au BN élus à Toulouse. Il ne saurait cependant être question de nier la part de responsabilités des anciens dirigeants mises en évidence et condamnées à Orléans. Cette situation reflète aussi la réalité du parti, qu'il importe maintenant de transformer.

1 : 1 - Une organisation personnalisée

La personnalisation du Parti est un phénomène déjà connu, mais la DPP a constaté qu'il était encore plus marqué qu'on ne pouvait s'en douter. Le PSU fonctionnait sur des personnes et non sur des structures solides et collectives (Secrétariat, Tribune Socialiste), relations avec la presse). Il n'existait pas de définition du rôle des permanents du parti ; rien n'était précisé concernant leur désignation, et le contrôle politique de leur activité.

Cette situation est héritée de la social-démocratie et s'il est indispensable que les responsabilités personnelles soient claires, elles doivent être contrôlées pour assurer la démocratie interne et la continuité politique en cas de changement de majorité.

1 : 2 - Une organisation dilettante

L'amateurisme sévit dangereusement dans le fonctionnement du parti. C'est une organisation où le « bricolage » est roi. Les fichiers sont déficients et la DPP a dû par exemple constituer d'urgence un fichier de relations rapides avec les fédérations. Rue Borromée, il n'y a pas d'archives, nous n'avons pas



trouvé de dossier par fédération permettant de connaître tant leur état politique et organisationnel que leur histoire, leur implantation, leur orientation, etc..

Aucun circuit de remplacement, en cas de grève de postiers ou de transports, n'existe, pour assurer une liaison avec les fédérations ou une diffusion parallèle de TS.

Sur le plan juridique, l'imbroglio est total et la DPP s'est aperçue que siégeaient encore dans des organismes gérés par le parti des gens qui l'ont quitté depuis des années. La remise en ordre est indispensable pour que le parti ne prête le flanc à aucune attaque légale ou juridique.

1 : 3 - Une organisation sans assise financière

TS est un gouffre financier, Syros coûte au Parti, les cotisations remontent mal, les secteurs ne disposent pas d'argent, la propagande est négligée faute de moyens financiers. La situation financière rend difficile le fonctionnement du parti, d'une part pour payer les indemnités des permanents démissionnaires, et d'autre part pour assurer la continuité politique. A une époque où les déplacements des membres de la DPP sont indispensables pour aider les fédérations, le National ne peut pas les prendre en charge.

Cette situation est d'autant moins acceptable que certaines sections ou certaines fédérations disposent de réserves financières. Le système de cotisation du parti faute d'une répartition rationnelle et en raison de la composition sociale insuffisamment ouvrière ne favorise pas l'activité militante.

1 : 4 - Une organisation immobilisée

Depuis le mois de juin, contrairement aux mandats donnés par la DPN, l'activité du parti a été négligée au profit de la seule préparation des Assises, comme si c'était la seule perspective qui lui était offerte. Cette préparation a été subordonnée à un accord de sommet avec les dirigeants du PS, dans l'optique d'une intégration rapide à ce parti, sans information des militants et sans contrôle des instances régulières du parti. Le résultat en a été un immobilisme politique où la direction ne prenait aucune initiative qui n'entraînait pas dans le cadre de son projet. Cet immobilisme a entraîné la démobilisation des militants qui se demandaient

pourquoi intervenir, alors que le parti allait peut-être disparaître.

L'objectif que se fixait la DPP était de créer les conditions de la relance du parti. La situation sociale rend plus que jamais indispensable l'action du parti et la nécessité d'y trouver une issue politique. Déjà un courant d'adhésions s'est manifesté, dont il est toutefois difficile de mesurer l'importance, vue la difficulté des communications ; les meetings du Parti ont connu un réel succès, en particulier à Paris. La DPP, tout en colmatant les brèches ouvertes par un certain nombre de départs — moins important qu'on pouvait le craindre — a contribué à travers son action politique à créer les conditions de la relance du PSU.

1 : 5 - Propositions

La DPP soumettra au Congrès les premières propositions concernant les statuts, l'organisation du Parti, le contrôle financier, la désignation et le contrôle politique, par le Parti, des permanents... Elles amorceraient un processus permettant d'éviter à l'avenir les carences signalées plus haut.

II - Quelles tâches la DPP a-t-elle assumées ?

Le Conseil National d'Orléans avait ainsi confié les mandats fixés à la DPP : (2ème motion Hercet votée par 304 mandats contre 7, 19 abstentions, 139 refus de vote) !

« Nous proposons dans les conditions précisément définies par la thèse 14, l'élection d'une Direction provisoire tripartite selon la proportionnelle des courants qui se sont exprimés sur le texte d'orientation.

Cette direction provisoire aura pour mission :

1°) d'assurer la continuité de la direction du parti.

2°) de désigner en toutes circonstances la représentation extérieure du parti et notamment dans la préparation et les débats des Assises (y compris au Comité d'organisation).

3°) d'assurer la vie du parti et de veiller dans des conditions démocratiques à la réunion d'un



Congrès Ordinaire du parti entre le 15 novembre et le 15 décembre 1974 ».

La DPP regrette vivement que sa capacité de travail ait été affaiblie par la décision du courant I de ne pas occuper les 13 places qui lui étaient réservées, (dont I au Secrétariat).

2 : 1 - Créer les conditions de la vie du parti

2 : 1, 1- L'aggravation de la lutte des classes consécutive à la crise économique a mis le Parti dans l'obligation d'intervenir activement dans les luttes actuelles. Cela s'est traduit par la reprise de l'activité militante et politique de l'ensemble des secteurs (cf. annexes présentées par les secteurs dans PSU-Information).

Le PSU a pu ainsi intervenir dans la grève des PTT, les autres conflits sociaux, la lutte contre la répression dans l'armée, la libéralisation de l'avortement, la préparation des Assises nationales du logement social, le soutien à la résistance chilienne...

2 : 1, 2 — Il s'agissait de présenter une **image du PSU**, à l'intérieur comme à l'extérieur du parti, qui corresponde à ses orientations, de permettre aux militants de reprendre confiance dans leur organisation et de prouver, par son action extérieure, sa crédibilité politique. Le PSU est ainsi apparu comme une organisation politique luttant pour le socialisme autogestionnaire.

Le PSU s'est affirmé par :

— **la sortie régulière de Tribune Socialiste** : dans des conditions difficiles, (démission des 4 permanents de TS), la parution de TS, prise en charge par une nouvelle équipe, qui devait se « rôder », et l'envoi aux fédérations de province malgré la grève des postiers, représentent un « résultat appréciable », indispensable aux militants et à l'affirmation externe du parti.

— **les conférences de presse tenues par la DPP** : la première, ayant eu lieu quelques jours après le Conseil d'Orléans, a permis d'expliquer les décisions prises par le PSU, et de reprendre les contacts indispensables avec les journalistes. D'autres ont eu lieu, avant le meeting parisien à la Mutualité du 24 octobre, à Besançon après la réunion de la DPP du 11 novembre, etc... Les réunions régulières de la DPP ont donné lieu à des communiqués. Le black-out de la presse à l'égard

du PSU a été peu à peu levé grâce aux efforts qui ont été mis en œuvre.

— **les meetings PSU** : le premier meeting central a eu lieu le 24 octobre à Paris, avec les 3 Secrétaires nationaux du PSU. Il a été le meeting de relance, et a inauguré un nouveau type de contact avec les participants : questions de la salle, et réponses apportées par les camarades de la DPP, présents à la tribune. Le nombre de participants — la salle était comble —, les questions posées, et l'accueil aux propositions du PSU, ont prouvé que le champ politique du Parti, loin de se réduire, tend à s'élargir au contraire. Des meetings ont été organisés dans des villes de province : Nantes, Amiens, Auxerre, Montpellier, Villeurbanne, etc..

— **de nouveaux liens entre la direction et les militants**. De nombreuses assemblées militantes (Saint-Nazaire, Metz, Angers, Brest, Rouen, Le Havre, etc..) ont permis des contacts fructueux.

Des réunions régionales de secrétaires fédéraux se sont tenues avec des représentants de la DPP : à Besançon pour l'Est, à Angers pour les pays de la Loire, à Saint-Brieuc pour la Bretagne...

Cette nouvelle forme de liaison a été bien accueillie et s'est avérée efficace.

Dès maintenant, un nombre important de demandes de contacts et d'adhésions a été reçu tant au niveau fédéral que national.

2 : 1, 3 — La DPP s'est refusée à régler de façon disciplinaire les problèmes posés par le comportement et les positions politiques des dirigeants du courant 1, bien que ce courant se soit constitué en fraction à vocation scissionniste.

Les anciens dirigeants du parti ont refusé d'appliquer la discipline, allant jusqu'à faire des déclarations au nom du PSU, à la presse. Certaines de leurs apparitions publiques ont été contraires aux positions du Parti : citons les articles de Rocard dans **Le Monde** et **Les Echos** (où il est présenté comme un dirigeant du PS), et des interventions en province (meetings, conférences de presse, etc...) sans l'avis des instances locales du parti.

2 : 1, 4 — La DPP s'est fixé pour tâche de **parer au plus pressé**.



En ce qui concerne TS, la DPP a considéré qu'il fallait travailler en deux temps : faire paraître TS avec un contenu adapté à la politique du parti, après le Congrès entamer la réflexion sur la presse du parti pour la renouveler et la relancer. Le Congrès aura à discuter de ce problème, en sachant que le TS actuel ne peut pas servir de modèle.

En ce qui concerne les contacts avec les fédérations, ils ont été entravés par la grève des PTT. La nouvelle conception des **Notes d'Information** et de **PSU-Information** n'a pu être appliquée qu'au cours des trois premières semaines. Mais il faudra continuer en ce sens. D'autre part, l'expérience des réunions régionales de secrétaires fédéraux s'est révélée très positive ; il faudra que le prochain BN s'appuie sur ces premières tentatives, qui ne sont qu'une ébauche de toutes les transformations nécessaires des rapports entre la direction nationale et l'ensemble du parti.

Le Conseil National d'Orléans s'était prononcé presque unanimement pour la participation aux Assises, et sa majorité pour en faire l'instrument d'une réelle confrontation militante.

2. 2 - Assurer la présence du parti à l'extérieur

2 : 2, 1 - Les Assises

La délégation de la DPP au Comité d'organisation s'est cependant vue signifier son exclusion, décision motivée par l'existence d'un « **contrat politique incluant les perspectives organisationnelles** », conclu par les représentants des 3 composantes. Le Comité d'organisation considérait que la décision prise par le PSU à ORLEANS ROMPAIT LES ENGAGEMENTS. Il est devenu évident que les anciens dirigeants du PSU avaient accepté un engagement politique contraire aux votes émis par la DPN au mois de juin. Ces derniers ne se sont pas émus de l'exclusion des représentants du PSU, pas plus qu'ils ne se sont élevés contre la participation aux Assises de personnalités telles que Delors, Léo Hamon, Marcilhacy et Pisani.

La DPP n'a pas voulu exercer de pression auprès des militants qui, pour diverses raisons, souhaitaient venir aux Assises Nationales : il lui a semblé qu'ils pourraient encore mieux constater par eux-mêmes qu'il s'agissait d'autre chose que ce qui avait été officiellement affirmé dans le Parti.

C'est aussi la raison pour laquelle il convient de

distinguer deux aspects dans l'opération des Assises.

D'autre part, lorsque les Assises locales ou départementales ont pu se tenir, et même dans certains carrefours des Assises Nationales, un échange fructueux a pu avoir lieu. Fructueux, soit parce qu'il a fait apparaître des divergences avec le PS (cf. par exemple, le rapport sur l'armée aux Assises Nationales), soit parce que des points communs sont apparus avec la gauche du PS et des militants de la 3ème composante ; dans ce dernier cas, nous n'hésitons pas à dire qu'il est utile de garder et même d'approfondir les contacts noués à cette occasion.

D'autre part, l'objectif réellement poursuivi par les Assises Nationales a été d'élargir le Parti Socialiste sans autres concessions que verbales. De ce fait, la portée des Assises s'est trouvée limitée ; réunion à grand spectacle, bénéficiant de l'attention des médias, elle a beaucoup moins fait parler d'elle plus tard. Beaucoup de ceux qui avaient placé leur espoir dans ces Assises (qu'ils appartiennent à la 3ème composante, au PSU ou à la gauche du PS) se sont rendu compte qu'il s'agissait d'une opération préfabriquée dont l'issue était décidée à l'avance.

2 : 2, 2 - Les contacts politiques ont été repris :

— avec les organisations de gauche (syndicales et politiques) ; toutefois la reprise de discussions sur nos propositions est apparue, pour beaucoup, suspendue à la tenue du Congrès et donc à l'achèvement de la période provisoire. La DPP a été présente au Congrès du PCF. Des contacts exploratoires (la DPP n'était pas mandatée à ce sujet) ont repris avec certaines organisations d'extrême-gauche, mais aussi avec la JOC, le MRJC, Les Paysans-Travailleurs, etc..

— la même volonté de reprendre le travail et les contacts s'est traduite, sur le plan international, par l'établissement de rapports réguliers avec les organisations chiliennes : le MAPU, le MIR et le PS, et la réalisation avec eux de rencontres militantes ; par la mise en œuvre de relations étroites avec le PDUP (Italie) et le MES (Portugal), l'OLP et l'Algérie, etc..

2 : 3 — Assurer la préparation démocratique du congrès

Malgré la difficulté de trouver une salle pour le Congrès (plus de 100 salles ont été envisagées...), les difficultés de communication (transmission et remontée des textes) et les obstacles dressés par le



PSU. 9° Congrès national. 1974
Document
Rapport d'activité de la direction politique provisoire



N° 636 du 29 novembre 1974. Pages 8 et 9

courant 1 (atermoiments sans fin quant à la participation à la commission de préparation du Congrès... et au Congrès lui-même), les délais ont pu être tenus. Sachant que le courant dit « des Assises » n'était pas exclusivement constitué de camarades décidés à passer au PS — loin de là —, la DPP et les représentants des courants 2 et 3 à la commission de préparation du Congrès se sont efforcés d'aplanir les difficultés qui pouvaient se présenter afin que chaque militant du PSU participe au débat du Congrès. C'est ainsi qu'a été admise la présentation par l'ancien BN du rapport d'activité qu'il aurait dû présenter à Orléans, et qui a été, de fait, rejeté par le Conseil.

La DPP s'est efforcé d'inaugurer une procédure nouvelle : préférant proposer une problématique, plutôt qu'imposer d'en haut des réponses, afin de permettre l'engagement d'un débat aussi libre que possible dans

les sections ; tenant compte des propositions des militants pour élaborer l'orientation du PSU, afin que s'y exprime la pratique militante, et les préoccupations qu'elle suscite.

La manière de préparer le Congrès, la réflexion collective ainsi engagée, et l'action qui en découle, contribueront à la relance du Parti.

La tenue du Congrès, les positions qu'il adoptera, la capacité pour le PSU de les faire discuter et comprendre et appliquer, détermineront l'avenir du Parti : ou le débat sera seulement interne, ou il permettra au Parti de se tourner vers l'extérieur, et de s'insérer dans les luttes des travailleurs ; tel est l'enjeu du Congrès.